

L'espoir au-delà des crises

SOLUTIONS OUEST-AFRICAINES

POUR DES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES
DURABLES



SOMMAIRE

06

Ouverture

1. Préface de Ibrahima Coulibaly
Paysan, Président du Roppa
2. Éditorial
CFSI et Fondation de France
3. Parole à Kako Nubukpo,
Commissaire à l'agriculture de l'UEMOA
4. Parole à Maïmouna Diori,
Cheffe de la Laitière du Sahel, Niger
5. Parole à Délia Diabangouaya
Co-fondatrice de Choco Togo
6. Parole à Mariama Sonko,
Paysanne, Nous sommes la solution, Sénégal

20

Chapitre 01 Repenser les systèmes pour un accès à une alimentation suffisante, saine et durable

1. Les paysans en première ligne
face aux crises
2. S'émanciper des importations qui fragilisent
l'équilibre des systèmes alimentaires
3. Les nouveaux enjeux des systèmes agricoles
et alimentaires

68

Chapitre 02 Inverser les tendances : les leviers d'actions pour une Afrique de l'Ouest nourricière

1. Exiger des politiques à la hauteur des
ambitions
2. Défendre une production locale dynamique
et durable
3. Reconnaître le travail des femmes
4. Se mobiliser face à l'offensive des
multinationales
5. Encourager les jeunes du monde rural
6. Investir

132

Initiatives locales Des exemples de filières agroécologiques qui se développent

1. La sauvegarde des périmètres maraîchers au
cœur de Ouagadougou
2. La préservation de l'écosystème des Niayes au
Sénégal
3. La lutte contre une plante invasive du lac
Nokoué au Bénin
4. Le riz « Misseli » de la région des Cascades au
Burkina Faso
5. L'huile rouge des palmeraies sauvages de
Guinée Bissau
6. La pintade « Or Gris des Savanes » au Nord du
Togo
7. La filière sésame du Sénégal
8. La mangue bio de l'Ouest du Burkina Faso
9. L'oignon des bords du lac Bam au Burkina Faso



© DR

« LES ÉTATS SE FONT DESSAISIR DE LEUR CAPACITÉ DE PENSER LEUR PROPRE AVENIR »

Qu'est-ce qui différencie la crise actuelle des autres crises alimentaires mondiales ?

La grande différence par rapport aux dernières crises de 2008 et 2011, lors des deux dernières flambées de prix sur les marchés internationaux, c'est la prise de conscience de la dépendance aux facteurs de production. Le prix des engrais a tout d'un coup flambé, du fait que la Russie et l'Ukraine sont des exportateurs importants d'engrais dans le monde.

Mais au-delà, cela fait prendre conscience que les agricultures, qui se sont industrialisées, sont devenues très dépendantes de systèmes techniques et d'acteurs sur lesquels elles n'ont plus aucune maîtrise : engrais, semences, pesticides, mais aussi connaissances et données. On voit à quel point les données sont aujourd'hui accaparées par un certain nombre d'acteurs des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) qui récupèrent de l'image satellitaire. On se rend compte que ce qui permet de construire des stratégies, des politiques échappe au contrôle de ceux qui produisent et de ceux qui élaborent des stratégies ou des politiques. Les acteurs du numérique sont devenus extrêmement importants, très présents dans tous les domaines, que ce soit l'agriculture de précision à partir d'images satellitaires, la surveillance des com-

portements individuels, la géolocalisation qui a favorisé l'optimisation du transport pour la livraison, la commande internet qui a explosé pendant les confinements, la blockchain qui devient un moyen de traçabilité sans institutions.

On ne peut plus uniquement aborder l'aspect de produits compétitifs locaux à développer par rapport aux importations. Il faut également analyser comment les pays et les acteurs locaux peuvent maîtriser leur système alimentaire. Il me semble que la crise actuelle l'a davantage révélé. La notion de souveraineté alimentaire ne peut pas être uniquement réduite à se demander : « Est-ce que je peux produire, ou maîtriser les flux de produits alimentaires ? » C'est aussi : « Est-ce que je peux maîtriser mes facteurs de production, l'information, l'expertise, les données ? Est-ce que j'ai une souveraineté à élaborer mes propres politiques ? Ou bien est-ce qu'elles vont être de plus en plus dictées par les bailleurs de fonds, et maintenant par les acteurs qui fournissent de la donnée ? » C'est un aspect fondamental qu'il faut remettre dans le débat et qui ré-interroge les modes de production agricoles et de commercialisation.

L'agriculture qui s'industrialise devient dépendante d'une poignée d'acteurs sur lesquels plus personne n'a de maîtrise. C'est un constat qu'on observe partout. Et la revendication c'est de sortir de cette dépendance des facteurs de production. De nouveaux acteurs arrivent, séduisants parce qu'ils sont liés à la modernité, type smartphones qui rendent d'extraordinaires services, mais ils révèlent notre dépendance matérielle à l'électronique. Ce sont des acteurs avec une forte dimension technologique. La deuxième dimension, qui n'est pas encore très visible mais qui fait l'objet d'investissements à hauteur de plusieurs milliards de dollars par an, c'est que ces acteurs soutiennent l'abandon de l'animal et supportent le mouvement végétarien à l'échelle mondiale. Certains vont plus loin et proposent une alimentation sans agriculture, avec des investissements colossaux dans un nouveau type de sys-

tème alimentaire présenté comme « durable », qui repose sur la fermentation de bactéries, l'exploitation d'algues pour la production de protéines, de glucides, de lipides ou la production de molécules qui peuvent ensuite être façonnées pour en faire des aliments.

C'est ce qui est complètement nouveau par rapport à 2008 et 2011. Cette proposition d'un nouveau système alimentaire est à l'opposé de l'agroécologie, mais se vante d'être durable, notamment parce qu'elle s'affranchit de l'animal et de la déforestation. Et ces acteurs s'infiltrèrent partout. Ils investissent massivement et vont faire de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine des terrains d'expérimentation. Tout ça parce qu'ils peuvent davantage convaincre dans ces pays et qu'en plus ils arrivent avec une image de « nouvelle modernité ».

N'oublions pas que ces acteurs vont même au-delà de l'alimentation sans agriculture : ce sont des financeurs du transhumanisme, du dépassement des limites humaines. C'est une vraie révolution anthropologique.

Quelle est votre définition de la souveraineté alimentaire ?

C'est la capacité des pays et des peuples à maîtriser leur système alimentaire. C'est plus

vaste que produire leur propre nourriture. Cela s'applique aussi à la recherche. On ne peut pas imaginer que la recherche se fasse ailleurs que dans les pays concernés. Et cela signifie donc qu'il faut soutenir, améliorer la capacité de recherche, d'expertise, de formulation de politiques des pays pour qu'ils soient moins dépendants de l'extérieur, en plus des données et de toute l'information. Je suis très sensible à cela, car les États se font des-saisir de leur capacité à penser leur propre avenir, parce que les données, l'information, la communication et la compréhension viennent de l'extérieur. Et cela n'est pas produit n'importe comment, mais avec des prismes qui induisent des façons de voir.

« L'agriculture qui s'industrialise devient dépendante d'une poignée d'acteurs sur lesquels plus personne n'a de maîtrise. »

Entretien avec
Nicolas Bricas,
socio-économiste de l'alimentation
au Cirad, le Centre de coopération
internationale en recherche
agronomique pour le développement

Quels sont les enjeux principaux pour défendre une alimentation saine en Afrique de l'Ouest ?

Dans un même pays, on a souvent une population qui ne mange pas assez de calories, une autre qui en mange trop, et il y a généralement une population qui manque de micronutriments. C'est ce qu'on appelle la triple charge. Mais j'ai également envie de parler de l'accroissement des intoxications chimiques. À la fois chez les agriculteurs qui utilisent des pesticides qui continuent à être exportés (alors qu'ils sont en majorité interdits d'usage dans les pays où ils ont été produits – en Europe ou aux États-Unis). Le travail de *lobby* des entreprises de pesticides pour avoir le droit de continuer de les exporter est énorme. C'est aussi la pollution plastique et aux microplastiques qui est généralisée, dans des contextes où il y a moins de contraintes à l'usage de ces produits chimiques et de ces produits plastiques. C'est une bombe à retardement sanitaire. Parce que les gens mangent et s'intoxiquent à petit feu. Cela ne se voit pas forcément du jour au lendemain, mais cela prépare des pathologies au fur et à mesure que la population va vieillir. On le voit déjà en Europe, mais ce sera dix fois pire dans les zones comme l'Afrique dans lesquelles il y a moins de contrôle et où l'on continue d'utiliser des pesticides sans aucune protection.

Et cela ne touche pas uniquement les agriculteurs, mais aussi les consommateurs. Selon moi, c'est vraiment le quatrième problème sanitaire majeur qui arrive. Cela conduit à déplacer la question alimentaire, à ne pas se focaliser uniquement sur la question des protéines et des calories pour aller vers la question de la diversification alimentaire d'une part, et la question de la qualité sanitaire de ce qui est produit d'autre part, afin d'éviter l'intoxication chimique à grande échelle qui s'annonce.

Si l'on parle d'espoir au-delà des crises, on peut donc vraiment mettre en avant les atouts de l'agroécologie comme réponse durable et tangible à ces deux grands problèmes chimiques et nutritionnels !

Oui ! Jusqu'à présent, quand on parlait d'agroécologie, on insistait surtout sur l'intérêt environnemental, la vie des sols. Il y a trois nouveaux intérêts à la mettre davantage en avant : c'est d'abord la moindre dépendance vis-à-vis des acteurs qu'on ne maîtrise pas, d'intrants qu'on ne maîtrise pas. C'est ensuite la diversification, la diversité alimentaire. Et enfin c'est effectivement moins de toxicité. Cela ajoute trois nouveaux arguments de poids.

On dit souvent que la sécurité alimentaire passe forcément par des modèles d'agriculture intensive. J'aurais envie de dire que oui mais, l'intensif, ce n'est pas contradictoire avec l'agroécologie ! L'agroécologie peut être un système intensif ! Historiquement, les agroécologies périurbaines étaient hyper intensives. L'exemple de la couronne de Paris, entre 1800 et 1950, avec les pêcheurs de Montreuil sur les murs en labyrinthe, avec la culture de choux sous cloche, avec des agriculteurs qui partent avec 70 centimètres de terre quand ils déménagent de parcelles, nous montre une agriculture ultra-intensive avec des rendements extraordinaires et complètement agroécologiques. Pour moi, c'est très important d'expliquer qu'il n'y a pas de contradiction entre intensif et agroécologique.

C'est crucial parce que, compte tenu de l'accroissement important de la population en Afrique de l'Ouest, on a besoin d'augmenter rapidement les volumes de production. Et cela passe par de l'intensification, c'est-à-dire une



augmentation à la fois du rendement de la terre et du travail de l'agriculteur. Donc, il ne faut pas nier le fait qu'on a besoin d'augmenter les rendements parce qu'ils sont particulièrement faibles en Afrique de l'Ouest par rapport à d'autres pays. L'intensification n'est pas contradictoire avec l'agroécologie !

Le défi est donc de réussir à déployer un modèle qui permettra d'augmenter les rendements, tout en répondant à l'enjeu sanitaire ?

Exactement, il faut un modèle qui augmente les rendements en tenant compte des dépendances des facteurs de production, des enjeux nutritionnels et sanitaires et qui permette une diversité alimentaire. On peut aller vers des modèles d'agroécologie diversifiée intensive. C'est surtout un modèle à défendre et à valoriser en Afrique de l'Ouest. En Europe, on n'a pas forcément besoin de garder un tel niveau d'intensification compte tenu du fait qu'on est en surproduction. Mais ce n'est pas le cas de l'Afrique.

Et l'Afrique de l'Ouest est dans un paradoxe où l'agriculture est le secteur qui a le plus de potentiel de création d'emplois, tout en étant le moins désiré par les jeunes. Ce paradoxe va ouvrir la voie à de nouvelles formes de production, d'organisation du travail dans la production agricole. L'agriculture familiale sera une des formes à défendre, mais il y en aura aussi d'autres.

Entretien réalisé par Emilie Langlade

« L'intensif, ce n'est pas contradictoire avec l'agroécologie ! »

L'EXPLOSION DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES, NOUVELLE CRISE EN VUE

Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable, la formulation du deuxième objectif de développement durable (ODD) questionne directement la durabilité des systèmes alimentaires actuels. Un sujet particulièrement brûlant en Afrique de l'Ouest, où les MNT, ces maladies non transmissibles liées à l'alimentation et aux modes de vie, explosent. Que faire quand les habitudes alimentaires menacent directement la santé des populations ?

« Désormais ce sont différentes formes de malnutrition qui cohabitent », explique Sophie Renault, chargée de mission nutrition au Gret¹ : « À Ouagadougou, Niamey ou Bamako, la sous-nutrition persiste², avec des carences en vitamines et minéraux, mais les populations souffrent également de surpoids, d'obésité et d'autres facteurs de risque comme l'hypertension artérielle, l'hyperglycémie. Elles sont par conséquent particulièrement exposées aux maladies non transmissibles comme le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires. »

Un double fardeau nutritionnel qui touche particulièrement les femmes et les enfants, signe des changements rapides qui se produisent au niveau des systèmes alimentaires des pays, relève l'ouvrage *Se nourrir en ville au Sahel*³.

Les chiffres sont édifiants : à Bamako et Niamey, une femme sur deux est en surpoids⁴ ou obèse, et « à Bamako, 47 % des enfants de neuf à onze mois consomment régulièrement des sodas et 33 % mangent des chips une à plusieurs fois par semaine. C'est très prégnant et extrêmement inquiétant », avertit Sophie Renault. « Il faut garder en tête qu'il y a un grand nombre de facteurs qui influencent les pratiques alimentaires. La connaissance des risques associés à un déséquilibre ou à un manque de diversité alimentaire est un facteur important. Mais il y a aussi l'influence ou le soutien de l'entourage, l'environnement alimentaire, avec par exemple beaucoup de publicités dans les villes pour des aliments qui se consomment rapidement, souvent particulièrement gras, très salés (chips) ou vraiment très sucrés (sodas). Il est assez complexe de comprendre tous les déter-

minants de ces pratiques. L'idée est de développer des messages et stratégies qui ne sont pas culpabilisants mais qui cherchent d'autres leviers d'action pour inciter à adopter des comportements sains. »

« On fait face à une bombe à retardement pour la jeunesse »

Il y a urgence. La récente étude AgriSaN Bamako, coordonnée par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), montre que les systèmes alimentaires actuels de la capitale malienne n'ont rien de sain pour les Bamakois. « On note dans les villes un très fort changement de régime alimentaire et une transition vers des régimes riches et déséquilibrés, avec nombre de supermarchés vendant des produits ultra-transformés, et la prolifération des *fast-foods* type kebab et hamburger. On sait que c'est une bombe à retardement pour la jeunesse », explique Yves Kameli, ingénieur de recherche en nutrition à l'IRD⁵.

Le phénomène est d'autant plus inquiétant que l'exposition à la sous-nutrition aux premiers stades de la vie, suivie par le surpoids à partir de l'enfance, augmente le risque de présenter une série de maladies non transmissibles. Ce double fardeau de la malnutrition est ainsi un facteur clé à l'origine des épidémies émergentes de diabète de type 2, d'hypertension, d'accidents vasculaires cérébraux et de maladies cardiovasculaires. Et

leurs effets néfastes peuvent être transmis d'une génération à l'autre. Par exemple, l'impact de l'obésité maternelle sur la probabilité que les enfants soient obèses peut être exacerbé si la mère était dénutrie au début de sa vie...

« Le fait que les femmes soient beaucoup plus touchées par le surpoids et l'obésité que les hommes a été mis en évidence par d'autres études à Dakar, qui démontrent que l'image du corps de la femme est très liée à son statut marital, il y a un aspect culturel », détaille Yves Kameli. Cela implique un travail de sensibilisation sur le long terme, « mais à Bamako, on voit déjà de plus en plus de femmes qui pratiquent une activité physique, dans les salles de sport, ou qui marchent en clubs de marche. Il y a une réelle prise de conscience des populations. Nos enquêtes montrent que les gens font le lien entre le poids et les problèmes de santé : ils connaissent le lien entre alimentation et obésité, entre activité physique et obésité. Et ils connaissent les risques que cela implique en termes d'hypertension, et le lien hypertension/obésité. Et évidemment, le lien alimentation et diabète. C'est quelque chose de positif ».

Le Gret, qui travaille en collaboration avec les ministères de la Santé et les directions régionales de la nutrition, insiste sur le fait d'inscrire ces actions de prévention dans les politiques de nutrition existantes, en particulier la sensibilisation des



Action de sensibilisation de l'ONG Santé Diabète au Mali. © Gil Corre

consommateurs à une alimentation saine. « Il ne s'agit pas d'interdire certains types d'aliments, mais plutôt de questionner les fréquences et les quantités, à partir des habitudes alimentaires de chacun/chacune », nuance Sophie Renault. « Nous savons aussi que le fait de combiner plusieurs canaux de communication comme la télé, la radio, les réseaux sociaux, la téléphonie mobile, l'envoi de SMS personnalisés, va renforcer les intentions de mise en pratique. Lorsque les personnes ont été sensibilisées par le biais de plusieurs de ces canaux, les chiffres sont encourageants. Au Niger, suite à une campagne de sensibilisation portant sur l'alimentation des femmes enceintes et allaitantes réalisée en partenariat avec le ministère de la Santé, 74 % des personnes enquêtées qui ont été exposées à au moins deux canaux de sensibilisation affirment déjà mettre en pratique les conseils reçus, contre seulement 51 % pour les personnes qui ont été exposées à un seul canal. »

Réformer les systèmes en profondeur pour plus de durabilité

Au-delà des recommandations et des actions de sensibilisation indispensables : « Pour changer les choses, il faudra prendre des mesures à divers niveaux des systèmes alimentaires – de la production et du traitement à la consommation et au gaspillage, en passant par la vente, la distribution, la définition des prix, le marketing et l'étiquetage », recommande le Dr Francesco Branca, directeur du département nutrition pour la santé et le développement de l'Organisation mondiale de la santé⁶. « Toutes les politiques et tous les investissements en la matière devront être radicalement réexaminés » préconise-t-il.

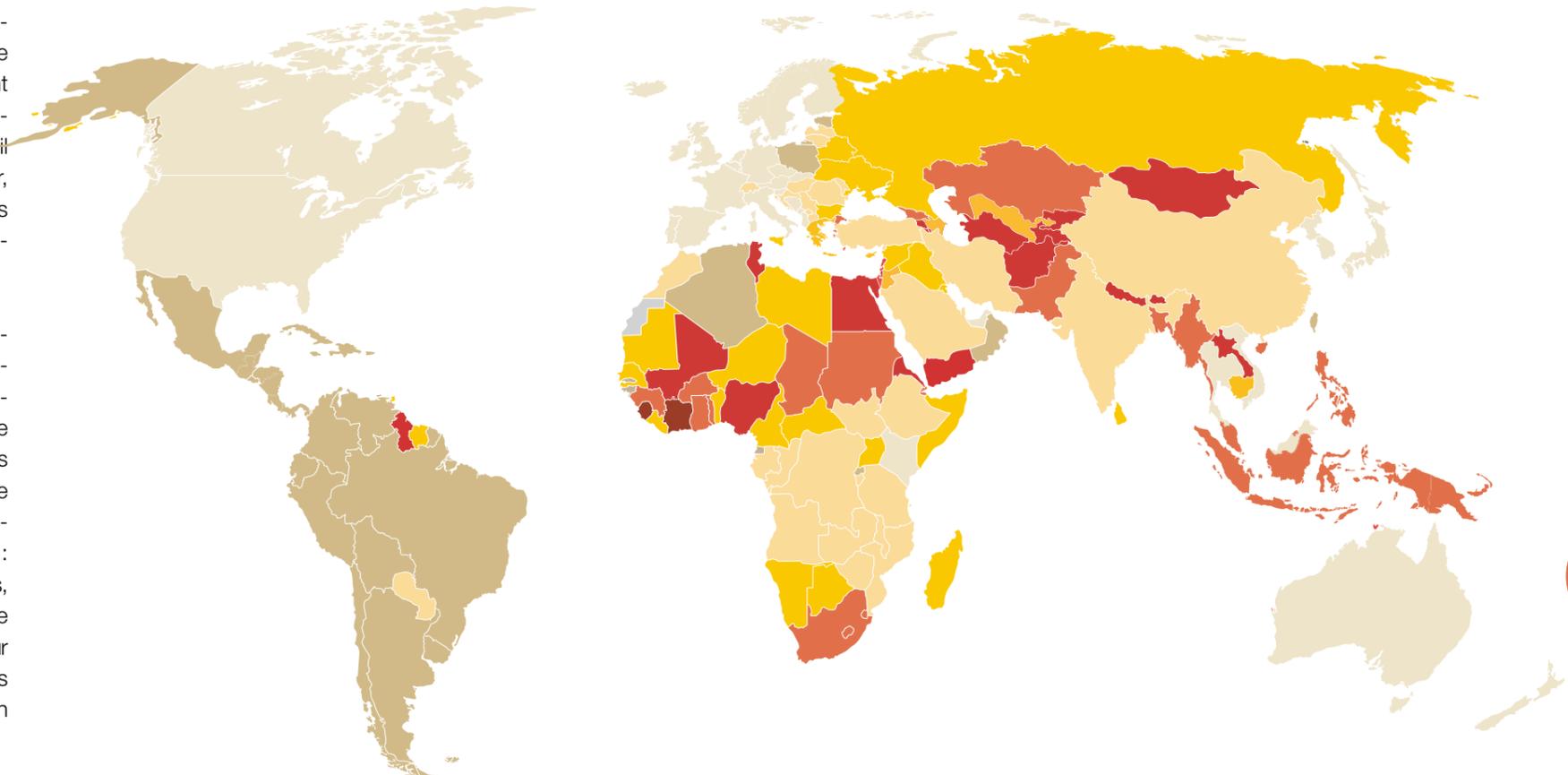
Une des pistes d'actions concerne l'étiquetage des produits vendus. « L'application d'un Nutri-Score pourrait être une bonne idée. Cela serait une manière de montrer que les produits ultra-transformés ne sont

pas forcément toujours des produits sains », avance Yves Kameli. « Quand on regarde le premier déterminant à l'achat, c'est le fait que le produit soit "sûr" d'un point de vue sanitaire, cela veut dire que les gens sont très attachés à la propreté des endroits où ils vont acheter. Avec une meilleure information, on pourrait leur faire comprendre que ce n'est pas parce que ces produits sont bien emballés qu'ils sont forcément excellents pour la santé. Le problème est qu'il faut attaquer les industriels, il faut légiférer, car certains continuent de proposer des produits catastrophiques », poursuit l'ingénieur de recherche en nutrition.

Concernant les recommandations de consommation, se pose aussi la question des approches sociales : aujourd'hui, la région de Sikasso au Mali est par exemple la plus grosse région de production de fruits et légumes, ses habitants pourraient y avoir accès une bonne partie de l'année mais ils n'en mangent quasiment pas ou très peu. Yves Kameli s'interroge : « Cela met en avant les questions de croyances, où manger des produits transformés est une forme de modernité. Donc comment faire pour que les gens acceptent de revenir à des plats traditionnels sans que cela ait une connotation négative ? »

¹ Entretien Pafao avec Sophie Renault (Gret) sur les maladies non transmissibles en Afrique, 2022.
² Notamment dans les quartiers précaires des zones périurbaines - Projet Meriem Nutrition, co-mené par le Gret.
³ Bichard A., Se nourrir en ville au Sahel. Étude des pratiques d'alimentation des femmes et jeunes enfants à Ouagadougou, Niamey et Bamako, 2022.
⁴ Selon la définition de l'OMS, il y a surpoids quand l'IMC est égal ou supérieur à 25, obésité quand l'IMC est égal ou supérieur à 30.
⁵ IRD : Institut de recherche pour le développement. Yves Kameli a coordonné l'étude Agriculture Innovante et sécurité alimentaire nutritionnelle (AgriSaN Bamako).
⁶ OMS, « La présence à la fois de l'obésité et de la sous-nutrition reflète la transformation des systèmes alimentaires », 2019.

Nombre de décès dus aux MNT pour 100 000 habitants, adapté de l'OMS, 2016.



Quelle est la définition d'un système alimentaire durable ?

« C'est un système alimentaire qui assure la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, de telle sorte que les bases économiques, sociales et environnementales permettant de générer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures ne soient pas compromises. »

Définition proposée par le panel d'experts de haut niveau du comité sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau mondial (HLPE-FS), organe des Nations Unies.